

## **Le Proche-Orient en équilibre instable**

David Bensoussan

*L'auteur est professeur de sciences à l'université du Québec*

L'attaque du 7 octobre a bouleversé le visage du Proche-Orient. Ce qui a suivi a redessiné la carte régionale : invasion de Gaza, démantèlement du Hezbollah au Liban, prise du pouvoir en Syrie par les salafistes, retrait précipité des milices chiïtes soutenues par l'Iran, contrôle israélien des zones frontalières nord et nord-est, attaques des Houthis en mer Rouge et riposte occidentale. À cela s'ajoute un facteur imprévisible : l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, révélant un leader encore plus déroutant que prévu.

### **La Syrie des minorités : une poudrière en sursis**

L'heure de la vengeance a sonné pour les sunnites, qui n'ont pas oublié les années de répression sous le régime alaouite. Les chrétiens de Syrie redoutent désormais les milices salafistes, d'autant plus que le nouveau gouvernement a placé d'anciens cadres d'Al-Qaïda et de Daesh à des postes-clés, notamment à la Défense et à la Justice.

Israël, soucieux d'empêcher l'expansion salafiste, a offert son soutien aux Druzes du Sud-Liban, considérés comme des hérétiques par les islamistes radicaux. En réponse, le nouveau pouvoir syrien a initié une alliance politique des minorités, incluant les Kurdes. Mais la méfiance règne : ni les Alaouites, ni les Kurdes, ni les Druzes ne sont prêts à désarmer face à un avenir incertain.

### **Le Liban sous pression**

Le Hezbollah, autrefois maître incontesté du Liban et opérant à sa guise au Sud-Ouest de la Syrie sous la présidence de Bachar el-Assad, se retrouve désormais en guerre contre le pouvoir syrien post-Assad. L'instabilité s'intensifie : chrétiens et chiïtes s'inquiètent pour leur avenir, tandis que Donald Trump a menacé de couper l'aide américaine au Liban si le

Hezbollah n'est pas démantelé. Le sud du pays demeure sous surveillance de l'armée israélienne, qui entend empêcher toute résurgence de l'organisation armée chiite.

### **L'Iran en perte de vitesse**

L'Iran avait patiemment tissé une vaste zone d'influence, reliant le Liban, la Syrie, l'Irak, une partie du Yémen et la bande de Gaza. Mais après quatorze ans d'investissements massifs, cet « axe de la Résistance » est en lambeaux. Les milices chiïtes pro-iraniennes, autrefois omniprésentes, se retrouvent en déroute, et les dizaines de milliards de dollars injectés par Téhéran sont partis en fumée. Pourtant, le guide suprême Ali Khamenei ne s'avoue pas vaincu et continue d'activer ses relais, notamment les Houthis au Yémen, qu'il a armés de missiles balistiques.

### **La Turquie avance ses pions**

La Turquie qui occupait des portions de la Syrie du Nord cherche à renforcer son influence dans la nouvelle entité syrienne et ne cache pas son ambition d'inspiration ottomane. Elle ignore désormais les accords d'Astana, signés avec la Russie et l'Iran, et a contribué à l'expulsion des forces russes et iraniennes du territoire syrien. Symbole de cette rupture, un mur de 320 km a été érigé à la frontière turco-iranienne.

### **Israël sur ses gardes**

Israël, déterminé à empêcher l'émergence d'une armée salafiste à ses portes, a adopté une stratégie proactive : occupation stratégique du mont Hermon, destruction des derniers vestiges de l'arsenal syrien et frappes préventives contre toute présence pro-iranienne. Sur le front de Gaza, les négociations avec le Hamas stagnent, la liste des otages – vivants ou morts – n'ayant jamais été fournie. Marqué par le traumatisme du 7 octobre 2023, Israël privilégie la force pour les récupérer. Cependant, ses initiatives pourraient compromettre à long terme tout rapprochement avec des populations susceptibles d'évoluer vers la paix.

### **Les grandes puissances à l'épreuve du chaos**

L'Europe, submergée par l'afflux de réfugiés syriens, espère la formation d'un gouvernement stable à Damas. Mais cette perspective semble lointaine.

La Russie, quant à elle, a redéployé une grande partie de ses troupes en Ukraine, abandonnant une partie de ses forces en Syrie où elle avait pourtant joué un rôle central dans la survie du régime Assad. Malgré cela, Moscou s'accroche à ses bases militaires en Méditerranée, dernier vestige de son influence régionale.

Aux États-Unis, Donald Trump bouscule les codes. Jamais un président américain n'avait semblé disposer d'une telle liberté d'action : il a limogé l'état-major, contourné les injonctions judiciaires, imposé des tarifs douaniers arbitraires et redéfini les alliances géopolitiques sur une base purement transactionnelle. John Bolton, son ancien conseiller à la sécurité nationale, le décrit comme un joueur d'échecs ne pensant qu'un coup à la fois, sans vision stratégique globale.

Malgré ce chaos, une chose est claire : Trump a mis l'Iran sous pression maximale. Il a resserré les sanctions et tenu Téhéran pour responsable des attaques menées par les Houthis en mer Rouge.

Risque-t-il d'être entendu ?

### **L'Iran face à l'épreuve de force**

Le régime iranien n'a jamais cédé que sous la menace réelle. En 1980, il libéra précipitamment les otages américains le jour de l'investiture de Reagan ; en 1988, après la destruction accidentelle d'un Airbus civil iranien par la marine américaine, il mit fin à huit ans de guerre avec l'Irak, pensant que les États-Unis s'impliquaient dans le conflit ; en 2003, face à l'invasion américaine de l'Irak, il gela immédiatement son programme nucléaire ; l'Iran reprit son programme nucléaire dès 2006 et arma les insurgés anti-américains en Irak.

L'Iran ne recule que lorsqu'il perçoit une menace crédible. L'avertissement de Trump aux Iraniens a été clair et net.

Il n'en demeure pas moins que l'Iran constitue un obstacle majeur à la stabilité régionale, mais qu'il est loin d'être le seul frein à une paix durable.

